

Info *hebdo*

Numéro spécial élections régionales des 14 et 21 mars 2010

Sommaire

édito - Une grande bataille politique et populaire nous attend !	1
L'offre politique nationale	2
Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées.....	3
Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique.....	4
Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche.....	4
Focus sur l'enjeu démocratique	
La réforme des collectivités territoriales	6
Sa finalité ?.....	6
L'autre réforme des collectivités territoriales : la démocratie au cœur.....	6
Des élus communistes au service des populations - Éléments de bilan de nos élus	7
Quelques exemples, très loin d'être exhaustifs, de l'action de nos élus :.....	7
A la croisée de deux mandatures : l'exemple de la politique des transports.....	8
Projet - Éléments de contribution aux projets régionaux	9
Des Régions citoyennes !.....	10
Dans les Régions, rendons l'argent utile !.....	10
Des Régions pour l'emploi et la préservation de la planète.....	11
La reconquête et la promotion des services publics, nationaux et locaux.....	12
Concernant les compétences obligatoires de la région nous proposons notamment :.....	13
L'agenda et le résumé de l'offre nationale	14
Le résumé de l'offre nationale pour les bulletins de vote.....	14
Les compétences obligatoires des régions	15
Les caractéristiques du scrutin régional	16
Répartition du nombre de sièges.....	16
Mode scrutin.....	16
L'état des lieux par région.....	16
Récapitulatif.....	19
Communication	19
Communiqués de presse.....	19
Aide à la communication de proximité.....	20
Bulletin Idées.....	22

ÉDITO- Une grande bataille politique et populaire nous att

Nous sommes à quatre mois des élections régionales. Le contexte de ces élections est inédit : le chômage et la précarité explosent avec la crise, la droite au pouvoir se saisit de cette occasion pour accélérer sa politique libérale et autoritaire, et la gauche reste enfermée dans d'importantes contradictions.

Les politiques des gouvernements à l'échelle mondiale ne permettent pas à l'heure actuelle de se projeter dans l'après-crise. Au contraire, toutes les mesures mises en œuvre, l'argent distribué sans exiger de contrôle de son utilisation, vont renforcer les logiques qui ont mené à la catastrophe.

La droite française, Nicolas Sarkozy en tête, a dans ce contexte apporté clairement son soutien à la classe dominante. Depuis l'explosion de la crise en septembre 2008, le pouvoir a imposé de nombreuses réformes structurelles en ce sens : emploi, services publics, fiscalité, institutions...

A gauche, la sociale démocratie connaît une crise historique. Cette crise ouvre la porte au danger d'une recomposition au centre qui enterrerait pour longtemps toute capacité de résistance et d'alternative. Les enjeux écologiques prennent quant à eux de plus en plus de place dans le débat public.

La responsabilité des communistes dans ce contexte est immense.

Nous devons mettre en débat dans la population, avec l'ensemble des acteurs du mouvement social, avec toutes les forces associatives, syndicales, politiques, les projets régionaux qui seront utiles aux luttes en initiant une nouvelle donne économique, sociale, environnementale.

Nous devons porter des propositions précises et acter ce qui nous rassemble avec la plus haute ambition. C'est à cette condition que les fronts que nous construirons seront crédibles, efficaces, capables de susciter l'espoir parmi les citoyen-ne-s, les salarié-e-s.

Les dix ateliers nationaux que nous avons impulsé nous ont permis de progresser de ce point de vue. Il faut maintenant que le débat se poursuive et s'élargisse à beaucoup plus d'acteurs et d'actrices.

Ne laissons aucune chance à une droite qui affiche clairement son objectif de reconquête des régions. Celles-ci doivent devenir de véritables pôles de résistance à la droite et des laboratoires de politiques nationales qui contribuent, par l'action de leviers précis, au recul des logiques capitalistes.

Et si nous voulons réaliser tout cela, alors il faut se placer dès maintenant dans un objectif de conquête : oui, il faut garder les régions à gauche. Oui, il faut augmenter le nombre d'élus communistes pour porter nos choix politiques. Oui, il faut des majorités qui s'engagent sur des contenus très clairs.

Une grande bataille politique et populaire nous attend ! Tous les objectifs visés par l'offre nationale peuvent être atteints pourvu que nous la menions avec détermination dans nos quartiers, nos villes, nos entreprises.

Pierre Laurent, coordinateur national

L'offre politique nationale

Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important.

Elles vont décider des orientations politiques dans les régions, un échelon territorial dont l'importance n'a cessé de grandir, et elles constitueront la dernière occasion donnée à l'ensemble des électrices et des électeurs de s'exprimer sur la politique conduite dans le pays avant 2012.

Elles se préparent dans une situation politique en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes. Des urgences auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses.

La crise capitaliste s'aggrave lourdement depuis un an. Chômage, à caractère massif pour les jeunes, fermetures d'usines, plans de licenciements, inégalités et pauvreté, remise en cause des droits des femmes, détresse au travail, atteintes aux libertés, mal-vie dans les quartiers, crise agricole et alimentaire, alertes écologiques... tous les clignotants sont au rouge.

Loin de combattre la crise, la politique de Nicolas Sarkozy et de sa majorité UMP, étale son indécence, en se révélant aux yeux d'un nombre grandissant de Françaises et de Français pour ce qu'elle est : une politique injuste et égoïste au service de la seule classe dominante, des privilèges de l'argent, et des logiques de rentabilité.

Cette politique développe d'énormes contradictions. Des fonds publics considérables sont mobilisés au profit des actionnaires, des banques et des grands groupes sans aucune contre-partie pour l'emploi, les salaires et les qualifications. Cet argent nourrit la relance de la spéculation sans que soient traitées les causes de la crise. Cela prépare une récession plus grave encore.

Cette politique est maintenant régulièrement et massivement contestée, comme on le voit avec les luttes multiples qui se développent dans tous les secteurs de la société, comme on l'a vu avec la formidable mobilisation citoyenne contre le projet de privatisation de La Poste. Mais la droite s'obstine à imposer coûte que coûte ses décisions et cherche même à en accélérer le rythme. Nicolas Sarkozy s'enfoncé pour cela dans un exercice de plus en plus autoritaire de son pouvoir présidentiel. C'est un véritable bras de fer qui est engagé entre ce pouvoir et une partie grandissante de notre peuple qui exprime le besoin de politiques qui répondent réellement à leurs attentes.

Face à cette situation, la combativité sociale ne faiblit pas. Mais grandit aussi le besoin d'une alternative politique. Une attente et une disponibilité nouvelles mûrissent dans le pays pour travailler aux constructions qui permettraient à cette alternative politique de voir le jour.

Rien n'est joué. Car, face à la droite, la confusion règne à gauche sur le projet qui devrait être opposé à cette politique et sur la nature des rassemblements, des constructions politiques, des alliances qui lui permettraient de devenir majoritaire.

Alors que les attentes, les forces disponibles existent pour construire une issue réellement à gauche, le risque est grand qu'elles se dispersent, se divisent, s'égarer dans des opérations de recomposition qui ne cessent d'être lancées pour obscurcir toute perspective réelle de réponse à la crise capitaliste. Alliances au centre, primaires ouvertes, coupure irrémédiable de la gauche en deux, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recomposition..., les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses, vers de nouvelles défaites, leur faire accepter de nouveaux renoncements.

Les forces de gauche peuvent se retrouver côte à côte dans des luttes contre la politique sarkozyste, mais à ce jour ne se rassemblent pas sur un projet.

Le PS parle de rassemblement à gauche mais n'opère pas de clarification forte sur son projet et entretient le flou sur des alliances de second tour avec le Modem. Les Verts parlent eux aussi de rassemblement à gauche, mais les listes Europe Écologie poursuivent la construction de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Le NPA, quant à lui, persiste à refuser la nécessité de travailler à des majorités de gauche.

Il n'est pas possible d'en rester là. Il est urgent de relever le défi d'une issue politique à la crise actuelle, de sortir de cette confusion, de faire émerger à gauche un nouvel espoir, de s'attaquer sans attendre à construire cette alternative politique majoritaire de gauche qui permettra de répondre à la crise et aux urgences populaires en s'attaquant aux logiques capitalistes. C'est le moment, et c'est possible.

Nous avons entamé ce travail et cette démarche en faisant le choix à notre congrès de la constitution de fronts. Nous avons concrétisé cette démarche avec le Front de gauche à l'élection européenne, en proposant sur la base d'un projet clair un rassemblement sans exclusive à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissaient dans ce projet. Ce n'était qu'un début mais cela a créé une dynamique. Nous voulons amplifier cette démarche, aller beaucoup plus loin, en portant haut et fort son ambition majoritaire.

Les élections régionales sont une occasion d'avancer dans cette voie. Tout doit être fait pour que puisse s'exprimer dans ce scrutin de la manière la plus forte et la plus claire possible le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument ancrées à gauche. C'est nécessaire pour le pays et pour les régions.

D'ailleurs, l'UMP n'aborde pas ces élections comme des élections intermédiaires. Elle veut tous les pouvoirs et ne supporte pas que la gauche dirige vingt régions sur vingt-deux. Elle entend faire de la reconquête des pouvoirs régionaux en mars 2010 un tremplin pour relancer l'adhésion à son projet politique et le remodelage de la société qu'elle a engagé. Son projet s'inscrit d'ailleurs dans les politiques européennes qui poussent à la mise en concurrence des territoires, des métropoles jusqu'aux régions, en les soumettant toujours plus aux exigences des marchés.

Voilà pourquoi les élections régionales auront dans ce contexte un triple enjeu :

Le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées

Soit les régions deviennent des relais, des amplificateurs de la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, ou accompagnent cette politique sans réellement la combattre ; et la crise, les inégalités seront encore aggravées. Soit elles deviennent des pôles de résistance à cette politique, des pôles d'initiatives, de luttes et de propositions pour promouvoir d'autres logiques solidaires, citoyennes, écologiques; et elles peuvent contribuer à faire reculer la crise, à rendre la vie meilleure à des millions de nos concitoyennes et concitoyens, à faire émerger des choix politiques alternatifs aux logiques capitalistes et aux modèles productivistes.

Nous voulons des projets régionaux qui portent partout une cohérence nationale forte à partir de plusieurs grands axes de propositions :

■ La défense et la promotion des services publics, nationaux et locaux, notamment en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche et de culture; de sécurisation de l'emploi et de la formation; de protection de l'environnement; de transports, d'énergie, de santé et de logement... Une politique de lutte contre toutes les discriminations et pour l'égalité des femmes et des hommes.

■ La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent, avec notamment la création de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens, impulsant, en lien avec le système bancaire, la sélectivité

des crédits pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement; et de nouveaux pouvoirs donnés aux salariés dans les régions et les entreprises pour décider et contrôler l'utilisation des fonds distribués. Une réforme globale de la fiscalité et des financements est également indispensable.

■ La relance de politiques industrielles, agricoles et urbaines, qui permettent en tous domaines de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement socialement solidaire et écologiquement durable.

■ La conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et leurs organisations, pour les citoyens, dans les entreprises comme dans les territoires, avec notamment de nouveaux droits d'intervention et des processus de démocratie participative généralisés.

Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique

La concentration et la confiscation des pouvoirs, portées en germes par la présidentialisation du régime, atteignent avec la présidence de Nicolas Sarkozy un niveau caricatural. Elles s'accompagnent d'une attaque en règle contre les libertés et les droits démocratiques. Mais cela ne suffit pas. La droite veut maintenant engager une réforme des collectivités locales qui est une attaque frontale contre la démocratie locale à tous les échelons, communale, départementale et régionale : sont programmés à terme la disparition des communes et des départements, le transfert massif de services publics au privé, et l'impossibilité pour les élus de répondre aux aspirations de leurs populations, avec la limitation des compétences des collectivités et la suppression de la Taxe professionnelle. La création des conseillers territoriaux, cumulant mandat départemental et régional, la constitution de grandes métropoles, un mode de scrutin antidémocratique seraient autant de facteurs de reprise en main par un Etat au service des grands groupes, d'éloignement des élus des citoyens et de recul grave du pluralisme politique.

La campagne des élections régionales doivent permettre de révéler ces projets largement ignorés, de construire une large riposte, de revendiquer que les assemblées locales et les citoyens soient consultés sur un tel bouleversement territorial. Elle doit porter une conception offensive de la démocratisation de l'Etat, des pouvoirs régionaux, du rôle des élus, et des services publics nationaux et locaux ; faire preuve d'audace en matière de droits des citoyens et des salariés à intervenir dans les entreprises et les territoires; faire prévaloir des logiques de coopération entre les collectivités contre les logiques de mise en concurrence.

Le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche

Les régions se doteront-elles de projets régionaux et de majorités clairement engagées à gauche, à la hauteur des nouveaux défis imposés par la crise et la politique agressive de la droite ? Ou seront-elles le théâtre de recompositions qui desserviraient tout le camp progressiste et surtout l'intérêt des régions et de leurs populations ?

Les majorités de gauche sortantes ont des bilans contrastés, mais ont permis dans un grand nombre de régions de réelles avancées pour le quotidien de milliers de femmes et d'hommes. Le travail des élus communistes dans ces régions, en s'appuyant sur les populations, a démontré qu'il était possible d'obtenir des infléchissements des politiques régionales, de faire prévaloir des projets d'utilité publique. Ces élus constituent de solides points d'appui pour construire avec les populations les réponses de gauche qu'elles attendent.

Dans le mandat à venir, face à la crise et aux politiques gouvernementales de la droite, il faudra relever de tout autres défis. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur. Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde à gauche. Les urgences sociales et écologiques sont pressantes, et la gauche gagnera si elle va à ces élections avec des projets ambitieux, novateurs et courageux. La gauche mobilisera si elle va au-devant des électeurs avec un projet clair et combatif, qui favorise l'intervention populaire pour faire face aux urgences sociales. Elle ira au contraire à l'échec si elle mise sur des calculs politiques qui la conduisent à composer avec les idées libérales au moment où celles-ci font la preuve de leur faillite.

Pour ces élections, il y a donc un enjeu pour savoir où se trouvera, dans les programmes comme dans les alliances, le centre de gravité des majorités alternatives à la droite. Nous le voulons pour notre part clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobilisation populaire. Cela comptera aussi pour les échéances politiques futures.

C'est avec l'ambition à nos yeux incontournable de relever ces défis que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et tous les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité, comme des grandes zones

urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possible la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1er tour, qui, à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et tous les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux qui, dans leur diversité, partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche ? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Pour réussir, les objectifs que pourraient se fixer ces listes doivent être clairs :

■ Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possibles les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.

■ Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

■ Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseillers régionaux communistes.

Si elle est construite dans la clarté et dans l'ouverture la plus large, cette démarche peut aller à la rencontre des attentes de millions de nos concitoyennes et concitoyens. Mais ce sera une rude bataille. Elle doit être engagée sans tarder.

Le Conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce.

Au-delà du débat des communistes qui doit se mener dans le respect de toutes les options exprimées, et des décisions qu'ils ont à prendre en pleine souveraineté, le Conseil national les appelle à faire connaître cette offre très largement dans la population, à prendre tous les contacts nécessaires avec celles et ceux qui peuvent s'y reconnaître.

Nous voulons mener une campagne offensive et constructive, qui refuse d'alimenter les logiques de division, qui soit axée sur un projet et des propositions de rassemblement, qui porte la perspective de constituer des majorités de gauche sur le contenu le plus transformateur possible.

Engageons sans tarder et avec confiance, toutes et tous ensemble, dans l'unité des communistes, une très grande campagne des élections régionales !

FOCUS SUR L'ENJEU DÉMOCRATIQUE

La réforme des collectivités territoriales

C'est un séisme institutionnel !

Sa finalité ?

■ **Faire disparaître l'héritage révolutionnaire que constitue l'existence des communes, des départements, et plus récemment, des Régions**, mettre fin à la décentralisation et au fait régional, tout cela au profit d'un nouvel espace territorial, les métropoles, où seront concentrés les pouvoirs, les richesses, les atouts et où s'organisera la concurrence capitaliste à l'échelle européenne et mondiale.

Le grand Paris est symbolique de cette concentration des pouvoirs au sommet de l'État au profit de cet aménagement concurrentiel des territoires. Cela servira de modèle aux métropoles : le pouvoir réel sera entre les mains des Préfets.

Pour atteindre ces objectifs, il faut éloigner durablement les citoyen-ne-s de tout pouvoir de décision et même les priver de leurs représentants élu-e-s les plus proches.

■ **Vider de son sens la démocratie représentative.** Fusion des départements et régions dans une nouvelle instance privée de la clause générale de compétence, nouveau mode de scrutin entérinant un recul de la parité et de la représentation, intercommunalité devenue obligatoire, communes transformées en arrondissements dans les métropoles auxquelles seront transférées des compétences départementales et régionales actuelles, suppression de la taxe professionnelle et donc dépendance accrue de l'État.

Des collectivités territoriales sans pouvoirs et sans moyens, moins d'élus locaux, c'est la démocratie qui s'étiolle. Avec cette réforme, Nicolas Sarkozy veut renforcer son pouvoir personnel et se donner les moyens de gouverner le pays avec une UMP à 30%.

L'autre réforme des collectivités territoriales : la démocratie au cœur

Portons une autre logique !

Proposons une réforme qui institue le partage des décisions entre citoyen-ne-s et élu-e-s, qui valorise le rôle et le travail des élus, qui donne les moyens financiers aux Collectivités territoriales, pour pouvoir conduire leurs politiques, qui favorise le développement des services publics et un nouveau mode de développement, qui ouvre les collectivités sur des coopérations entre elles et avec le reste du monde, qui donne à l'État un rôle de régulation et de répartition pour faire reculer les inégalités.

Mettons la démocratie au cœur de cette réforme : défendre et améliorer la démocratie représentative et instituer une démocratie participative, c'est-à-dire la participation des citoyen-ne-s aux décisions pendant la durée des mandats.

Cela passe par des changements significatifs :

■ **Valoriser le rôle et le travail des élu-e-s.** Créer un véritable statut pour les élus qui leur permette d'exercer sereinement leur mandat, notamment les salarié-e-s, les ouvrier-e-s, les employé-e-s, les jeunes. La proportionnelle devra être instaurée pour toutes les élections, ainsi que la limitation du cumul des mandats. La parité devra être obligatoire. Le droit de vote et d'éligibilité devra être reconnu à tous les résidents étrangers, sous condition de résidence.

■ **Instituer un partage des décisions entre élu-e-s et citoyen-ne-s, par la démocratie participative.** Assemblées de citoyen-ne-s, appel à volontariat, ateliers et panels de citoyen-ne-s tirés au sort, budgets participatifs ... les moyens sont nombreux pour permettre l'irruption des citoyens dans les processus de décision. Adopter des lois qui déclinent et font vivre le principe de démocratie participative dans la vie de toutes les institutions.

➔ Les collectivités territoriales disposeront de moyens financiers pour permettre les espaces, les outils, les personnels, la formation, pour favoriser la participation des citoyennes et des citoyens.

- ➔ Les collectivités territoriales devront associer les citoyennes et les citoyens à l'élaboration de leurs décisions budgétaires dans le cadre d'une procédure de budgets participatifs. Une loi permettra de définir un cadre d'obligations minimales à respecter.
- ➔ Le droit au référendum sera reconnu localement, à l'initiative des élu-e-s et aussi des citoyennes et des citoyens par voie de pétition réunissant un pourcentage de la population.

DES ÉLUS COMMUNISTES AU SERVICE DES POPULATION

Éléments de bilan de nos élus

Rappelons d'abord le contexte de cette mandature : l'évolution de l'institution régionale a été fulgurante de 2004 à 2010. La décentralisation organisée par la droite a eu pour conséquence une véritable rupture des grands systèmes de solidarité qui structurent la société française, en particulier avec le transfert des missions d'État vers les collectivités territoriales sans que ces dernières aient les moyens nécessaires à leur prise en charge. Avec ces transferts, le gouvernement limite les possibilités et les capacités de recettes fiscales des collectivités, l'État accapare le contrôle politique des décisions au plan national. L'exemple de l'Éducation nationale est parlant : la construction et l'entretien des lycées relèvent des Conseils Régionaux et les collèges des Conseils Généraux, par contre la carte scolaire reste du seul ressort de l'État.

Les conseillers régionaux communistes ont, dans ce contexte, agi partout en France en soutien des luttes des citoyen-ne-s, des salarié-e-s. Dans la région Midi-Pyrénées, ils ont par exemple pleinement soutenu la lutte des Molex pour la sauvegarde de leurs emplois. Nos élu-e-s ont multiplié les plans pour améliorer la vie des populations dans tous les domaines : développement économique et emploi, formation professionnelle et continue, services publics avec l'éducation et les transports, aménagement du territoire, environnement, énergie, tourisme, santé, culture, sports, agriculture et pêche, coopération internationale... Ils se sont battus pour la démocratie du quartier à l'entreprise, pour les libertés et les droits des personnes, pour l'égalité homme-femme, pour la jeunesse. Pour chacun de ces enjeux, ils ont fait valoir leur originalité au sein des majorités socialistes et ont obtenu d'importantes avancées dans l'action des régions.

Quelques exemples, très loin d'être exhaustifs, de l'action de nos élus

[Emploi]

- Fonds Régional pour l'emploi en Rhône-Alpes (FRERA), qui apporte une garantie aux prêts bancaires aux entreprises, sous réserve de créations et de maintien de bons emplois.
- « Charte de partenariat de la qualité de l'emploi » en Bretagne, qui parmi d'autres critères fait de l'égalité professionnelle et notamment de l'égalité homme-femme une des priorités de la région.
- Dispositif Cap'ASSO dans le Centre, qui soutient des projets associatifs de qualité qui créent ou consolident des emplois en CDI.

[Démocratie participative]

- Conseils Locaux de Développement (CLD) en Rhône-Alpes : ces organes de concertation associent la société civile dans le montage et le suivi de projets de développement des territoires. Mise en place également de budgets participatifs.

[Éducation]

- Création de plusieurs lycées en Lorraine pour renforcer l'égalité territoriale dans ce domaine.
- Gratuité des livres scolaires, mesure emblématique des élu-e-s du Limousin.

[Transports]

- 15 comités de lignes rassemblant usagers, associations, professionnel-le-s, syndicats, élu-e-s dans les six départements de PACA.
- Gratuité des transports pour 200 000 personnes en Ile de France.

[Jeunesse, sport et vie associative]

Dispositif Cart@too en Basse-Normandie, qui concerne 15.000 jeunes et qui offre pour 10 € d'achat, 100 € de prestations culturelle ou sportive.

3,6% du budget de la région consacré au sport en Picardie.

[Nouvelles Technologies]

Plan « Bretagne 2.0 » dont l'ambition est de développer l'accès aux nouvelles technologies.

[Agriculture]

Soutien aux démarches visant à améliorer la qualité de productions diversifiées dans le respect de l'environnement et aides pour l'installation de jeunes agriculteurs en Bretagne.

[Énergie]

Développement de projets éoliens et d'exploitation propre du charbon pour la diversification des sources d'énergie en Bourgogne.

A la croisée de deux mandatures : l'exemple de la politique des transp

Les 14 vice-présidents communistes aux Transports ont, dans la dernière mandature, mené une politique ambitieuse.

Tarifs sociaux pour l'accès du plus grand nombre aux transports collectifs, notamment pour les étudiant-e-s, les demandeurs d'emploi et les salarié-e-s ; renouvellement du matériel roulant ; modernisation des stations, création de nouvelles dessertes, constitution de pôles d'échanges multimodaux.... Beaucoup a été fait au service des populations dans les régions.

La Région Champagne-Ardenne est l'un des exemples de cette politique. Elle organise le transport collectif de voyageurs notamment à travers le réseau TER Champagne-Ardenne et la ligne routière TransChampagneArdenne (Troyes / Châlons-en-Champagne / Reims / Charleville-Mézières).

Quelques éléments de son action :

- Participation au financement de la LGV Est européenne et aux travaux connexes du TGV.
- Mise en place des dispositifs Pass'Champagnes-Ardenne, Pass'Actif Annuel, Pass'Solidaire, Pass'Emploi et Pass'Etudes pour développer l'accès de tous les publics.
- 240 millions d'euros pour l'acquisition de rames AGC et construction d'un atelier régional d'entretien à Epernay.
- Modernisation de ses 30 gares (dont 24 gares TER et 6 gares nationales).
- Élaboration Schéma Directeur Régional d'Accessibilité pour les personnes handicapées et à mobilité réduite, en partenariat avec RFF et la SNCF.

Au cœur de la prochaine mandature est posée la question de l'ouverture à la concurrence des TER. Le gouvernement, qui craint que les régions, très majoritairement gérées par la gauche, continuent à confier à la seule SNCF l'exploitation de ces trains, a décidé de mettre en place une commission des parties prenantes pour « organiser la concurrence ». Autrement dit, pour aider les entreprises privées du secteur à s'emparer de parts de marché. Les conséquences de la libéralisation seraient catastrophiques pour les usagers : abandon de dessertes jugées non rentables, hausse des tarifs, dégradation de la qualité de service...

Les régions accompagneront-elles le démantèlement des missions, politiques et services publics dans les transports ? Ou seront-elles au contraire des régions mobilisées contre ces orientations, engagées dans la reconquête et le développement des services publics ? C'est une des plus importantes questions de la prochaine mandature tant

les transports collectifs ont une place centrale dans la vie de nos concitoyen-ne-s. Les régions doivent donc être des lieux de résistance aux logiques de mise en concurrence et développer, en lien avec les autres échelons territoriaux, des projets de développement et de reconquête de l'offre des services publics de transports sur l'ensemble de leur territoire.

Nous pouvons notamment porter l'idée de la création d'un Pôle Public National de Transports.

En effet, nous avons besoin d'un outil pour assigner aux opérateurs de transport les obligations prioritaires de service public et des critères sociaux et écologiques impératifs. Autrement dit, des finalités résolument alternatives à la recherche de rémunération des actionnaires.

Ce pôle serait un outil industriel national à la disposition des collectivités locales pour assurer le droit au transport pour tous et une égalité de traitement. Il se doterait de délégations régionales.

Son conseil d'administration serait essentiellement composé d'élus-e-s, de représentants d'usagers et de salarié-e-s des entreprises concernées.

Il contrôlerait l'usage des fonds publics alloués.

Il mettrait à disposition des autorités organisatrices, l'ingénierie d'exploitation et d'organisation des transports.

Sa composition aurait pour colonne vertébrale la SNCF et la RATP - en Ile de France -, ce qui permettrait, de fait, d'éliminer le principe de concurrence et d'opposition entre ces deux entreprises. Celles-ci doivent d'ailleurs redevenir ou rester des entreprises publiques nationales intégrées, tant en ce qui concerne l'exploitation que la maintenance des infrastructures et du matériel.

PROJET Éléments de contribution aux projets régionaux

Méthodiquement, réforme après réforme, la droite s'applique à démanteler, à détruire ce que notre peuple a construit tout au long du XXème siècle.

Avec un objectif : soumettre notre pays et ses habitants, aux exigences des grands groupes et des marchés financiers. La volonté de N. Sarkozy d'enclencher très vite la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des collectivités territoriales (pas moins de cinq projets de lois) participe de cette volonté.

Moins d'interventions publiques, supprimer la responsabilité sociale des entreprises, créer les conditions du démantèlement des services publics de proximité et réduire notre démocratie à une peau de chagrin voilà ce qui se joue avec ces réformes .

Dans ce contexte, les Régionales de 2010 sont importantes pour plusieurs raisons :

■ Avec la décentralisation les régions constituent un enjeu politique. La taille de ces territoires leur donne une dimension où il est possible de résister à la mise en scène des politiques de la droite et du MEDEF.

Espaces de résistances contre ceux-ci, elles peuvent constituer aussi des espaces pour mettre en place des politiques alternatives clairement ancrées à gauche.

■ Après les élections européennes marquées par la très forte démobilisation de l'électorat populaire et avant la séquence électorale 2012 – 2014, les Régionales doivent être l'occasion de remobiliser l'électorat populaire, condition indispensable pour construire une véritable majorité à gauche.

Remobiliser l'électorat populaire, favoriser sa réappropriation de «la politique», c'est indissociablement : porter un projet lisible, visible et crédible qui donne à voir notre ambition de rompre avec les logiques capitalistes et favoriser la dynamique de rassemblement.

L'objectif de cette note est de contribuer à l'élaboration collective d'un projet pour les Régionales de 2010. Elle se nourrit du travail effectué avec les Ateliers et d'un grand nombre de propositions avancées par des camarades. Elle ne se veut pas exhaustive, mais tente de donner des pistes sur le contenu d'une politique régionale clairement ancrée à gauche.

Des Régions citoyennes !

La réforme des collectivités territoriales engagée par Nicolas Sarkozy vise à renforcer le présidentielisme de la 5ème république, à accroître le fossé entre les citoyen-ne-s et les lieux de décisions, à faire disparaître du champ du possible toute perspective d'alternative.

Face à une droite qui criminalise l'action militante, porte atteinte aux libertés individuelles, stigmatise les étrangers, généralise l'utilisation des fichiers et de la vidéo surveillance, renforce les pouvoirs sans partage des grands groupes sur l'emploi et l'utilisation de l'argent, il y a urgence.

Urgence pour que les citoyen-ne-s gagnent, dans les entreprises comme dans les territoires, de nouveaux droits d'intervention.

Face aux régressions qu'impose Nicolas Sarkozy, nous voulons engager une véritable révolution démocratique. Nous voulons être porteurs d'une ambition très forte pour faire des Régions un creuset d'une nouvelle démocratie.

Les Régions peuvent constituer un échelon important pour promouvoir une pratique politique nouvelle qui prenne appui sur une démocratie d'intervention citoyenne.

Pour y contribuer nous proposons de **créer dans les départements et au plan régional des Assemblées participatives des citoyens, des citoyennes et des acteurs sociaux avec 3 missions :**

■ **Valider.** La mise en œuvre de grands projets en termes d'aménagement du territoire, de modernisation des services publics et de développement économique et l'affectation du Fond Régional de Développement de l'Emploi et de la Formation (FRDEF), ne pourront être effectives qu'après avis positif de cette Assemblée participative et prise en compte de ses propositions.

■ **Contrôler.** L'affectation et l'utilisation du Fond Régional de Développement de l'Emploi et de la Formation (FRDEF) sera placé sous le contrôle du Conseil Régional et de l'Assemblée participative.

■ **Interpeller.** Le Conseil Régional devra se saisir de toutes les questions sur lesquelles l'Assemblée participative jugera utile et nécessaire de l'interpeller.

L'Assemblée des Citoyen-ne-s et des acteurs sociaux sera composée, pour moitié, de représentants des organisations syndicales (patronales et salariées), du mouvement associatif, d'élus-e-s locaux et des pouvoirs publics et pour moitié de citoyen-ne-s tirés au sort. Elle disposera des moyens nécessaires pour son fonctionnement.

Dans les Régions, rendons l'argent utile !

« L'argent pour l'argent », c'est aujourd'hui la seule loi du système.

Dans cette logique, ces 5 dernières années, le gouvernement a persisté dans sa volonté de transférer aux collectivités locales des pans entiers de ses compétences et de ses responsabilités, tout en les privant progressivement de leur autonomie financière et budgétaire.

Une orientation accentuée avec les réponses apportées face à la crise : plus de 120 milliards d'euros ont été accordés aux banques et grandes entreprises, sans aucune contrepartie chiffrée en matière d'emplois, de formations, d'évolutions salariales et en laissant les plein-pouvoirs aux actionnaires privés sur l'utilisation de cet argent.

Il veut supprimer la taxe professionnelle, seul impôt français sur le capital des entreprises, qui représente 50% des ressources fiscales des collectivités. Ce nouveau cadeau aux capitalistes vient s'ajouter à une longue liste dont, particulièrement, les 29 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales ou bien encore le bouclier fiscal.

L'objectif est de réduire toujours plus les prélèvements publics et sociaux sur les grandes entreprises et les fortunes afin de dégager toujours plus de valeur ajoutée disponible pour les prélèvements financiers du capital. A la clef il y a le rationnement de l'offre de services publics, locaux notamment, de nouvelles privatisations et l'augmentation de la pression fiscale sur les populations.

Pour rompre avec cette logique, pour rendre l'argent utile, il faut de profondes transformations. D'une part pour mobiliser les financements et favoriser l'intervention des travailleurs et des citoyen-ne-s, d'autre part pour imposer une nouvelle politique du crédit, enfin pour révolutionner la fiscalité.

Pour y parvenir 4 objectifs :

■ Dans nos Régions nous proposons la création du Fond Régional de Développement de l'Emploi et de la Formation (FRDEF) pour permettre, au travers d'un dispositif adapté (crédits bonifiés, aides....) et sur la base de critères sociaux et environnementaux, de favoriser la création et la pérennisation d'emplois et l'accès à la formation. Le Conseil Régional effectuera un contrôle systématique de l'utilisation des fonds publics et du respect des critères d'attribution sous la vigilance de l'Assemblée participative.

■ La mise en place des FDREF est une expérimentation vers la conquête d'un pôle financier public assumant, au plan national, une grande mission de service public du crédit: pour les investissements et la recherche .

■ La réalisation des missions économiques, sociales et environnementales que nous fixons aux Régions implique une réforme globale de la fiscalité.

Non seulement il faut refuser la suppression de la Taxe professionnelle, mais nous pouvons aussi porter la proposition d'une modification de son assiette fiscale pour alimenter les recettes des collectivités locales.

Seraient soumis à cette taxe locale les actifs financiers des entreprises et des banques.

Taxer les actifs financiers des entreprises à 0.5% rapporterait plus de 20 milliards d'euros soit deux fois le budget des régions.

■ Enfin à terme rien ne sera possible sans une profonde remise en cause du désengagement financier de l'État. L'expérience parle : de l'état des lycées transférés hier, au personnel TOS en sous effectif qu'il faut combler, de la vétusté du transport TER à la volonté aujourd'hui de voir les régions financer les grandes lignes et les TGV,c'est le même constat : l'État au nom des logiques libérales se désengage. Pour les citoyen-ne-s c'est une véritable double peine : ils payent toujours autant à l'État, plus pour les collectivités locales, pour avoir moins et des transferts de charges au final. Face aux MEDEF et à l'UMP, les Régions doivent porter cette exigence de voir l'État assumer ses missions et se réengager auprès des populations et des collectivités locales.

Des Régions pour l'emploi et la préservation de la planète.

La course effrénée au profit fait deux victimes principales:

■ Les femmes et les hommes qui sont broyés au quotidien par des entreprises qui n'ont pour seul objectif que la rentabilité maximum. Précarité, harcèlement, chômage... sont le lot quotidien de millions de salariés-e- que certains voudraient rendre toujours plus malléables et corvéables à merci pour accroître leurs marges.

■ La planète n'en finit pas d'être pillée et sacrifiée sur l'autel de la recherche du profit maximum. Réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles, tendent à engager un processus dont nous ne pourrons bientôt plus maîtriser les conséquences.

Aujourd'hui pour sortir de cette spirale infernale il faut se mettre en capacité de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement social et humain. Promouvoir un nouveau mode de développement synonyme de promotion des capacités humaines, de progrès social et de respect de l'environnement et de la planète, c'est sortir de la logique libérale.

Une logique qui porte une de mise en concurrence des régions et des territoires, dont les pôles de compétitivité sur lesquels on concentre beaucoup de moyens sont une illustration. Cette conception est aux antipodes de notre vision d'un développement harmonieux et humain de tous les territoires, privilégiant la coopération.

Les Régions sont coordinatrices des actions de développement économique, et ont un Schéma Régional de Développement Economique.

Au travers de cette responsabilité, nous proposons que les Régions s'engagent résolument sur 5 objectifs :

■ **Priorité à l'emploi, à la formation et à l'environnement** par la promotion d'une autre façon d'entreprendre, de produire pour répondre aux besoins humains et au progrès social et non à la quête insatiable de la rentabilité financière. C'est un critère fondamental qui orientera l'action des Régions en matière de développement économique .

Toute aide de la collectivité doit entraîner le droit d'intervention de celle-ci dans les stratégies industrielles et financières des entreprises.

■ **Initier un véritable renouveau industriel.** Restructurations, délocalisations, fermetures de site, licenciements... notre pays, nos Régions tendent à devenir exclusivement le lieu d'activités de services, à bas coût

salarial et faibles qualifications, au coté desquelles un véritable désert industriel s'installe. Face aux carences d'un gouvernement qui est aux ordres des marchés financiers, pour pouvoir répondre aux besoins de la population, relever les défis écologiques et faire face aux mutations de demain, les Régions doivent porter l'ambition d'un véritable renouveau et d'une maîtrise des filières industrielles et de services.

■ **Promouvoir une agriculture paysanne et une pêche artisanale.** A l'heure où le monde agricole et celui de la pêche connaissent une crise profonde les Régions doivent être utiles pour relever le défi agricole et alimentaire, par la préemption sur le foncier agricole au bénéfice de l'installation de jeunes agriculteurs, l'aide à l'investissement et à l'installation de jeunes pêcheurs pour des navires de taille artisanale...

■ **Favoriser l'économie solidaire.** Les Régions doivent contribuer à la reconnaissance de l'Économie sociale et solidaire et de ses trois composantes, associative, mutualiste et coopérative comme partenaire social à part entière. Elles doivent favoriser le développement de l'outil coopératif (SCOP et les SCIC), cela passe par un droit de préemption des salarié-e-s pour la reprise d'entreprises en SCOP et le développement d'outils régionaux de promotion, de formation et de soutien financier, en coopération avec les Unions régionales SCOP

■ **Exigences sociales et environnementales dans les cahiers des charges :** Les régions sont commanditaires ou partenaires de nombreux projets et de nombreuses infrastructures. Nous proposons que dans le choix des projets et des entreprises soient inclus ou renforcés des critères sociaux (nombre et qualité des emplois, formation...) et environnementaux, en allant au-delà du seul critère du « moins disant » si ce moins disant en prix coûte en emplois perdus, en dégradation environnementale...

La reconquête et la promotion des services publics, nationaux et locaux

La défense et la promotion des services publics au plan national comme au plan local est constitutive de notre conception d'une société d'émancipation humaine. Les services publics sont un facteur essentiel de réduction des inégalités, d'aménagement du territoire, de modernisation de notre pays, de garantie de l'égalité républicaine.

Aujourd'hui, dans le droit fil des logiques libérales, l'ambition du gouvernement est d'achever la marchandisation des services publics et leur mise en concurrence. Santé, poste, transports, énergie.....aucun secteur n'est épargné par les directives européennes et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Une politique régionale qui resterait dans le cadre des missions dont l'État se décharge progressivement, réforme après réforme, une Région se contentant d'une «bonne gestion», s'inscrirait dans les logiques du capital.

Nous n'acceptons ni la logique de mise en concurrence « libre et non faussée », ni la marchandisation des biens et secteurs relevant du bien commun, ni le statut quo.

Les régions doivent devenir des bases de résistances, de riposte, de reconquête et de modernisation des services publics. Elles doivent donner à voir, avec des expérimentations, ce qu'il serait possible de généraliser en France si lors des prochains scrutins une majorité de nos concitoyens se rassemblait sur un véritable projet de gauche.

Notre engagement repose sur 3 objectifs :

1/ Sortir les services publics des logiques marchandes

Toute notre action sera au service de cet objectif, ainsi nous nous opposons à la privatisation et aux fermetures annoncées que ce soit dans le cadre des missions des agences régionales de santé ou bien encore de l'ouverture à la concurrence des dessertes ferroviaires, de la privatisation de la poste, des ports ...

Nous nous opposerons à leur mise en concurrence et à l'intrusion dans leurs gestions des critères de rentabilité financière en faisant valoir d'autres critères, d'efficacité sociétale et de coopération.

2/ Reconquérir, moderniser les services publics, en créer de nouveaux

Les biens communs de l'humanité et les besoins vitaux doivent revenir dans la sphère publique: le logement social, les grandes infrastructures (autoroutes...), la gestion de l'eau, la santé, la formation...notre action vise à favoriser une réappropriation publique de ces secteurs. Dans cet esprit nous proposons la mise en place de maisons régionales de l'eau, afin d'inciter les collectivités à gérer ce bien commun en régie publique et de leur en fournir les moyens.

Notre action vise aussi à contribuer à créer et développer de nouveaux services publics répondant à des besoins qui se renforcent. Il en est ainsi de l'aide à la personne et de la question de la dépendance, sans parler des services publics de l'emploi, de la formation....

3/ Appropriation par les citoyen-ne-s

La gestion étatique des services publics n'a pas permis de répondre à la hauteur nécessaire aux besoins et aspirations des populations. Au cœur de notre projet d'avenir pour les services publics nous plaçons les citoyen-ne-s comme usagers, comme salarié-e-s mais aussi comme décideurs.

Nous proposons la mise en place, en lien avec la création au plan régional d'une Assemblée participative, d'Ateliers Citoyen-ne-s ancrés dans les territoires pour rendre effective la participation des citoyen-ne-s aux prises de décisions.

Ces Ateliers doivent être le lieu d'élaboration démocratique d'un plan de reconquête et de modernisation des services publics à partir d'un recensement des besoins. Ils participeront à la définition des contenus des prestations attendues, les priorités d'investissement, la qualité des services rendus, la politique tarifaire et les éventuelles gratuités.

Concernant les compétences obligatoires de la région nous proposons notamment :

Education

La réforme des lycées, la refonte générale des filières, des diplômes et de la carte des formations, traduisent la volonté de soumettre le système éducatif aux exigences du patronat.

Les Régions, nos élus, ont œuvré pour bâtir de nombreux lycées et offrir de bonnes conditions d'études aux élèves. Mais dans une période cruciale pour le devenir du service public de l'éducation nationale, alors même que les Régions sont de plus en plus sollicitées pour financer des structures privées, engageons nos régions dans une riposte sans précédent pour: refuser le désengagement de l'Etat, porter les exigences d'une réforme alternative (programme national, reconnaissance des diplômes, démocratisation, formations des enseignants, devenir des lycées pro et de la formation continue...) et concentrer les moyens sur le service public et laïque.

Formation Professionnelle et apprentissage

La priorité doit être donnée à l'enseignement professionnel dans le cadre de la formation initiale (particulièrement pour le niveau V, CAP, BEP) qui constitue un gage de réussite.

Les droits des jeunes doivent être affirmés notamment dans le cadre de leur temps de travail en entreprise, sur le contenu de la formation.

Nous défendons un service public de la formation professionnelle, au cœur duquel se trouve non l'entreprise, comme aujourd'hui, mais les salarié-e-s afin qu'ils puissent s'épanouir aussi en tant qu'individus et citoyen-ne-s.

Les Régions doivent être à l'initiative pour obliger l'État à reconnaître et à donner les moyens à l'enseignement professionnel

Transports

Nous sommes à la croisée des chemins. Après le succès TER, les besoins de déplacement et l'exigence de réduire des gaz à effet de serre entrent en conflit avec la marchandisation des transports et la réduction de l'autonomie des collectivités territoriales. Les transports n'ont pas besoin de mise en concurrence mais de plus de services publics, de moyens pour y faire face, d'entreprises publiques de transport dégagées de critères marchands pour sa mise en œuvre. Nous proposons donc:

La création d'un Pôle Public National de Transports Publics. Ce pôle serait un outil industriel national à la disposition des collectivités locales pour assurer le droit au transport pour tous et l'égalité de traitement. Il se doterait de délégations régionales. Il permettrait d'assigner aux opérateurs de transport les obligations prioritaires de service public et des critères sociaux et écologiques impératifs.

Le doublement du versement transport qui repose sur les entreprises. Son calcul reposerait essentiellement sur les richesses créées. Cette contribution versée pour financer les transports urbains et le Transilien serait étendue à l'ensemble des Régions.

Le financement intégral du domicile/travail par l'employeur. Cette mesure doit être un facteur de développement du transport collectif en réduisant l'usage des voitures particulières.

L'agenda et le résumé de l'offre nationale

L'AGENDA

■ Les conférences régionales

Les conférences régionales discuteront la mise en place de l'offre politique nationale à la lumière du contexte de chaque région. Elles formuleront la proposition régionale qui sera soumise au vote des communistes.

Elles auront lieu les week-end des 7-8 et 14-15 novembre dans chaque région.

■ Le vote des communistes

Le vote des communistes se fera grâce aux bulletins de vote adoptés par les conférences régionales. Ces bulletins comprendront un résumé de l'offre nationale et la proposition régionale adoptée par la conférence.

Il aura lieu les 19,20 et 21 novembre dans chaque section.

■ L'assemblée des animateurs de section

L'assemblée des animateurs de section permettra de faire un point d'étape après le dernier congrès et lancera officiellement notre campagne.

Elle aura lieu le 5 décembre à la Halle Marcel Duffriche à Montreuil.

Le résumé de l'offre nationale pour les bulletins de vote

Les élections régionales de mars 2010 vont se dérouler en pleine crise, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques, auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses.

C'est avec cette ambition que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possibles la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1er tour, qui, à partir mais très au delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe-Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche ? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Avec ces listes, nous voulons:

■ Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possibles les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.

■ Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

■ Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus-e-s à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseiller-e-s régionaux communistes.

Le conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce.

Les compétences obligatoires des régions

	Compétences transférées avant la loi du 13 août 2004	Compétences transférées par la loi du 13 août 2004
Développement économique (domaine dans lequel la région joue un rôle de coordination)	Détermine le régime des aides directes et les prêts et avances à taux bonifiés) Mise en œuvre et attribution des aides indirectes (garanties d'emprunt aux entreprises, exonération de taxe professionnelle).	Suppression de la distinction entre aides directes et indirectes aux entreprises, remplacée par la distinction entre aides économiques et aides à l'immobilier Le conseil régional définit le régime des aides économiques aux entreprises et décide de leur octroi - Élaboration d'un schéma régional de développement économique à titre expérimental pour cinq ans.
Aménagement du territoire et planification	- Participation à l'élaboration de la politique nationale d'aménagement et de développement durable - Élaboration d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT) - Signature de contrats de plan État-région (contenus des projets depuis 2007) - Élaboration d'un schéma régional de transport - Organisation des services de transport routier urbain des personnes et des transports ferroviaires dans la région, sauf en Ile-de-France ou le Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) remplit ces fonctions.	Élaboration d'un schéma régional des infrastructures et des transports (anciennement schéma régional de transport) - Si candidates avant le 1er juillet 2006 : - Entretien, entretien et gestion d'aéroports civils; - Si elles le demandent avant le 1er janvier 2006 : - Propriété, aménagement et gestion de tout port non maritime relevant de l'État situé sur son territoire.
Éducation, formation professionnelle	- Construction, entretien, équipement et financement des lycées, établissements d'éducation spéciale et établissements professionnels maritimes - Financement d'une part significative des établissements universitaires - Élaboration du plan régional de développement des formations professionnelles - Adoption d'un programme d'apprentissage et de formation professionnelle continue.	Propriété du patrimoine immobilier des lycées et établissements d'éducation spéciale et lycées professionnels maritimes Responsabilité du recrutement et de la gestion des personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) des lycées - Définition et mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle de jeunes et des adultes - Adoption d'un programme d'apprentissage et de formation professionnelle continue désormais dans le cadre du plan régional de développement des formations professionnelles.
Culture	- Organisation et financement des musées régionaux - Conservation et mise en valeur des archives régionales	Responsabilité de l'inventaire général du patrimoine culturel - Possibilité de gérer, à titre expérimental pour quatre ans, les crédits d'entretien et de restauration du patrimoine classé ou inscrit n'appartenant pas à l'État ou à ses établissements publics - Peuvent devenir propriétaire de monuments classés ou inscrits appartenant à l'État ou au Centre de monuments nationaux - Organisation et financement du cycle d'enseignement artistique professionnel initial.
Santé		- Possibilité d'exercer des activités en matière de vaccination, de lutte contre la tuberculose, la lèpre, le sida et les infections sexuellement transmissibles - Si elles en font la demande, participation, à titre expérimental pour quatre ans, au financement et à la réalisation d'équipements sanitaires.

Les caractéristiques du scrutin régional

Répartition du nombre de sièges

- La répartition du nombre de siège attribué à chaque liste s'effectue au niveau de la région.
- Une fois ce nombre déterminé, une sous répartition par section départementale intervient pour chaque liste, selon la règle de la plus forte moyenne.
- Les sièges sont attribués aux candidat-e-s dans l'ordre de présentation sur chaque section départementale.
- Au sein de chaque section départementale la liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Mode scrutin

Proportionnelle à 2 tours selon les règles suivantes :

- Si au premier tour une liste dépasse 50% des exprimés, elle obtient une prime de 25% des sièges. Les autres sièges sont répartis à la proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes (y compris celle arrivée en tête) ayant obtenu au moins 5% des exprimés.

Si aucune liste dépasse les 50% de suffrages exprimés, il est procédé à un deuxième tour dans les conditions suivantes :

- Les listes ayant obtenu au moins 10% des exprimés au 1er tour peuvent participer au 2e tour. (si une seule liste atteint les 10% d'exprimés, la liste suivante en suffrages exprimés participe au 2e tour).
- Les listes ayant obtenu au moins 5% des exprimés au 1er tour peuvent fusionner avec l'une des listes pouvant participer au 2e tour, si cette dernière est d'accord.
- Une prime de 25% des sièges est attribuée à la liste en tête. Le reste des sièges est attribué à la proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes (y compris celle arrivée en tête) ayant obtenu au moins 5% des exprimés au 2e tour.

L'état des lieux par région

Ile-de-France :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 7,20%
- Nombre d'élus : 26 (19 PCF)
- Nombre de vice-présidences : 3
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 6,32%

Champagne-Ardennes :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 27,94%
- Nombre d'élus : 6
- Nombre de vice-présidences : 3
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 4,43%

Picardie :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 10,86%
- Nombre d'élus : 5
- Nombre de vice-présidences : 3
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 6,01%

Haute-Normandie :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 38,86%
- Nombre d'élus : 7
- Nombre de vice-présidences : 1
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 6,84%

Centre :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 38,15%
- Nombre d'élus : 13
- Nombre de vice-présidences : 4
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 7,22%

Basse-Normandie :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 23,91%
- Nombre d'élus : 4
- Nombre de vice-présidences : 1
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 3,96%

Bourgogne :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 36,01%
- Nombre d'élus : 6
- Nombre de vice-présidences : 2
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 5,20%

Nord Pas-De-Calais :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 10,68%
- Nombre d'élus : 19
- Nombre de vice-présidences : 0
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 8,38%

Bretagne :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 38,48%
- Nombre d'élus : 8
- Nombre de vice-présidences : 3
- Pas de triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 5,02%

Pays-de-Loire :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 37,20%
- Nombre d'élus : 8
- Nombre de vice-présidences : 2
- Pas de triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 4,01%

Poitou-Charentes :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 46,29%
- Nombre d'élus : 6
- Nombre de vice-présidences : 2
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 4,91%

Lorraine :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 29,22%
- Nombre d'élus : 6
- Nombre de vice-présidences : 2
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 4,20%

Alsace :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 3,74%
- Nombre d'élus : 0
- Nombre de vice-présidences : 0
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 1,60%

Franche-Comte :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 4,18%
- Nombre d'élus : 0
- Nombre de vice-présidences : 0
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 4,19%

Limousin :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 41,14%
- Nombre d'élus : 5
- Nombre de vice-présidences : 2
- Pas de triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 10,07%

Aquitaine :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 4,35%
- Nombre d'élus : 0
- Nombre de vice-présidences : 0
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 7,48%

Midi-Pyrénées :

Régionales de 2004 :

- Liste avec le PS au 1er tour
- Score de la liste : 41,40%
- Nombre d'élus : 9
- Nombre de vice-présidences : 3
- Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 8,06%

Auvergne :

Régionales de 2004 :

- Liste sans le PS au 1er tour
- Score de la liste : 9,20%
- Nombre d'élus : 8
- Nombre de vice-présidences : 2
- Pas de triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- Score de la liste : 8,53%

Rhône-Alpes :

Régionales de 2004 :

- ➔ Liste avec le PS au 1er tour
- ➔ Score de la liste : 32,19%
- ➔ Nombre d'élus : 14
- ➔ Nombre de vice-présidences : 2
- ➔ Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- ➔ Score de la liste : 5,24%

Languedoc-Roussillon :

Régionales de 2004 :

- ➔ Liste avec le PS au 1er tour
- ➔ Score de la liste : 36,32%
- ➔ Nombre d'élus : 9
- ➔ Nombre de vice-présidences : 3
- ➔ Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- ➔ Score de la liste : 9,15%

Provence-Alpes-Côte-Azur :

Régionales de 2004 :

- ➔ Liste avec le PS au 1er tour
- ➔ Score de la liste : 35,00%
- ➔ Nombre d'élus : 21
- ➔ Nombre de vice-présidences : 4
- ➔ Triangulaire avec le FN

Européennes de 2009 :

- ➔ Score de la liste : 6,62%

Corse :

Régionales de 2004 :

- ➔ Liste sans le PS au 1er tour
- ➔ Score de la liste : 6,62%
- ➔ Nombre d'élus : 4
- ➔ Nombre de vice-présidences : 0

Européennes de 2009 :

- ➔ Score de la liste : 9,44%

Récapitulatif

Régionales de 2004 :

- 8 listes sans le PS (donc 14 avec) au 1er tour
- Nombre de régions où nous participons aux exécutifs : 17
- Nombre total d'élus régionaux : 183
- Nombre total de vice-présidences : 41
- 17 triangulaires avec le FN (donc 5 sans)

Européennes de 2009 :

- Score national : 6,52%

COMMUNICATION

Communiqués de presse

■ [Le Centre Régional d'Education Populaire et de Sport \(CREPS\) de Dinard « sauvé » grâce à la mobilisation - 04/11/2009](#)

■ [Marie-George Buffet et Pierre Laurent assisteront à la Cérémonie de dévoilement de la plaque à la mémoire de Charles Lederman - 04/11/2009](#)

■ [Marie-George Buffet et Pierre Laurent iront soutenir les travailleurs sans papiers demain](#) - 04/11/2009

■ [Hommage à Claude Lévi-Strauss](#) - 04/11/2009

■ [« La Surenchère répressive n'a pas d'effet sur la délinquance »](#) - 04/11/2009

■ [Rencontre publique : « 20 ans après, les défis d'un nouveau monde »](#) - 04/11/2009

■ [Entrée des séropositifs aux USA : Le PCF se félicite de cette décision](#) - 01/11/2009

■ [Le détestable travail d'Hillary Clinton au Proche-Orient doit être récusé par la France et par les Européens](#) - 01/11/2009

Aide à la communication de proximité

Des États généraux de l'Industrie : oui, mais pour quoi faire?

À quoi serviront les états généraux de l'industrie annoncés par Nicolas Sarkozy ? « Si la manière dont l'État a traité le dossier Molex préfigure ce (qu'ils) peuvent être, il y a de quoi être pessimiste », a dénoncé le secrétaire général de la CGT, réclamant une vraie politique industrielle. Face à des grévistes qui défendaient la viabilité industrielle de leur site, l'État et la multinationale américaine ont utilisé tous les moyens, jusqu'à priver les salariés de revenus durant deux mois, pour permettre à l'actuel propriétaire d'aller faire des profits ailleurs, au nouveau, un fonds « d'investissement », de toucher quelques millions d'aides publiques contre la « promesse » d'embauche d'une quinzaine de salariés. L'État et Molex ont refusé à l'unisson obstinément l'autre solution : mettre les donneurs d'ordres et le sous-traitant devant leurs responsabilités, comme cela a pu être obtenu pour la SBFM et Renault. On chiffre à 300 000 le nombre d'emplois menacés à brève échéance dans le secteur industriel. La ministre de l'Économie – naguère employée par le cabinet d'affaires américain conseillant Molex, ce monde-là est tout petit, décidément – annonce le même jour que « le cap de la politique économique, conforté par la fin de la récession intervenue au printemps, sera maintenu » mais que « le chômage devrait augmenter pendant encore quelques trimestres ».

Précisément, tout est là. L'un des ressorts de la formidable crise de système actuelle est le pillage des ressources du travail par les actionnaires, les fonds de pension et autres fonds d'investissement, avec leurs exigences de rendement à deux chiffres allant enfler la bulle spéculative des marchés financiers. Tout l'effort d'État depuis l'automne a visé à rétablir, à coups de centaines de milliards d'euros, leur rentabilité. Du côté des donneurs d'ordres, la priorité est au cash, pas à l'investissement productif et salarial, donc toujours à l'étranglement de leurs sous-traitants. La France pourra-t-elle sortir de la crise sans des pans entiers de son industrie ? Son industrie pourra-t-elle être facteur de croissance sans investissement dans l'emploi, les salaires et la formation ? L'argent doit-il être réorienté prioritairement dans cette direction ? Le chef de l'État et sa majorité de droite préparent un allègement sans précédent de la taxe professionnelle au détriment des citoyens et des collectivités locales. Ils persistent dans des solutions conformes à l'intérêt de ceux qu'ils défendent mais contraires à celui du pays.

Face à pareil désastre de société, la colère est de mise. Une course de vitesse est engagée pour rendre populaires l'exigence d'autres choix économiques et sociaux. Certains préfèrent jouer à la division, traitant les salariés de « traîne-savates » lorsqu'ils défilent dans l'unité syndicale, les saluant lorsqu'ils croient y voir une « base » dressée contre leurs confédérations, en avant-garde d'une grève générale dont chacun sait qu'il suffit de la siffler pour qu'elle advienne. Sans doute l'esprit de Neuilly finit-il par déteindre jusque sur son facteur... D'autres défendent l'exigence d'une loi contre les licenciements boursiers ou le contrôle des fonds publics, respectant les ouvriers dans leur organisation, le choix de leurs combats et des formes de celui-ci.

Pour gagner une autre politique industrielle aussi, il y a besoin d'unité.

Comités d'entreprise de plus en plus experts

La loi donne aux comités d'entreprise la possibilité, avec l'aide d'experts, d'anticiper les restructurations et, le cas échéant, de les contester.

Un contre-pouvoir parfois victorieux. Ce plan de licenciement est-il, vraiment, économiquement fondé ? Y a-t-il une alternative ? Telle activité est-elle condamnée, ou, sous certaines conditions, pourrait-elle être encore viable ?

Avec la crise et la multiplication des « plans sociaux » (200 par mois, en moyenne, depuis un an, contre une centaine dans les années précédentes), le rôle économique des comités d'entreprise est, de fait, revalorisé. En

utilisant les prérogatives que leur donne la loi et en s'appuyant sur les cabinets d'experts spécialisés, les CE peuvent se doter d'une véritable contre-expertise et, dans le cadre d'une mobilisation syndicale, parvenir à modifier, voire à renverser des décisions patronales présentées comme inéluctables.

La présentation des comptes annuels est la première occasion, pour les CE, de faire procéder à un examen d'ensemble de la situation de l'entreprise, de jauger ses points forts et ses faiblesses, et, du coup, de pointer d'éventuels risques : défaillance, dépôt de bilan, délocalisation... Le Code du travail leur donne ensuite la possibilité de déclencher un droit d'alerte, au vu de faits jugés préoccupants, tels qu'une baisse des prises de commandes, l'accumulation de stocks, la démission soudaine de commerciaux... Ces capacités d'anticipation ont, évidemment, une importance stratégique. « Pour être le plus efficace, il faut intervenir le plus tôt possible », souligne Michel Bohdanowicz, vice-président de l'ordre des experts-comptables pour l'Île-de-France, qui regrette que les élus des CE ne soient « pas assez informés de leurs droits », en matière d'expertise, et ne les fasse pas jouer « assez en amont ».

Pour autant, quand le pire n'a pu être évité, quand la décision d'une restructuration tombe, la partie n'est pas forcément perdue. Le CE peut alors faire appel à des experts pour mettre sur le gril les raisons économiques avancées par la direction. Exemple : Terceos, groupe sucrier, qui avait prévu de fermer son site de Nantes. À l'examen, la comptabilité analytique montrait que l'une de ses activités, le conditionnement, était compétitive. À l'aide du rapport, les syndicats, qui au départ, pensaient plutôt à se bagarrer sur la prime de départ, ont obtenu le maintien du site et d'une centaine d'emplois.

Enfin, phénomène nouveau lié à la crise, les experts travaillant pour les institutions du personnel voient monter la demande d'interventions émanant des comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT) et portant sur « les incidences des restructurations sur ceux qui restent » : « Comment faire en sorte que ça ne se traduise pas par une dégradation des conditions de travail ? »

Marché, État et secteur non-marchand

On se souvient peut-être de la phrase de Gaule en réponse aux thuriféraires de l'Europe supranationale : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! »

Il y a peu encore, on aurait pu remplacer l'Europe par le marché, celui-ci devait tout régler, son extension à la Chine annonçait d'ailleurs la fin de l'histoire. Depuis, la crise est passée par là avec l'intervention massive des États nécessitée par la débâcle des marchés. L'INSEE, pour sa part, ne définit pas le marché, il se contente plus modestement d'indiquer « qu'une unité rend des services marchands lorsqu'elle les vend (en grande partie ou en totalité) à des prix économiquement significatifs ». À l'opposé, il indique qu'« une unité rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs ». L'éducation, la santé, l'administration relèvent ainsi du non-marchand.

On pourrait croire qu'au-delà de ces secteurs sous la férule de l'État, on se retrouve dans le royaume de « la concurrence libre et non faussée ». Pas si simple, d'abord parce qu'il n'y a pas de marché sans État. Il n'y a jamais de marché pur où se confronteraient des individus isolés. Un universitaire américain démontait récemment le mythe de la fameuse Silicon Valley comme symbole du triomphe de la libre entreprise et de l'initiative privée. Il note qu'un examen attentif de la révolution informatique qui y a été menée dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix révèle « que l'État américain est, depuis un demi-siècle, profondément impliqué dans le financement de la recherche et de l'enseignement que cette industrie requiert comme dans l'achat de ses produits ».

Nos sociétés sont mixtes, avec du privé et du public, dominées tout de même par le taux de profit comme principal régulateur. Pour autant, le ver est dans le fruit, il est des domaines de vie qui échappent à ce rouleau compresseur et donnent idée d'un autre monde. C'est le cas de la Sécurité sociale dans un pays comme la France, même si la droite et le patronat lui ont porté des coups. La « Sécu », c'est quelque 450 milliards d'euros de recettes, bien plus que le budget de l'État. Et c'est tout autre chose ! On paie en fonction de ses moyens et on en bénéficie encore pour partie en fonction de ses besoins. Nous avons été capables de créer une institution pas tout à fait étatique qui dépasse le marché dans la mesure où elle est fondée sur la mutualisation et le partage de progrès et de promotion de la santé.

Mesure-t-on la révolution que représenterait la création de tels systèmes dans le domaine de l'emploi ou du crédit ? Évidemment, de telles innovations ne sont pas concevables sans luttes et sans pouvoirs de décision des salariés et des populations. C'est le dépassement du marché par l'autogestion.

Tobin or not Tobin : taxer ou réorienter ?

Souvent, le mouvement progressiste, confronté à un problème, a le sentiment de pouvoir le régler grâce à une taxe.

La démarche a souvent son utilité. Il serait ainsi fort efficace pour la Sécurité sociale de mettre les revenus financiers à contribution dans la même proportion que les salaires.

Il est une taxe qui ne manque pas d'intérêt, qui revient sur le devant de la scène, mais portée par des acteurs inattendus, c'est la taxe Tobin. L'idée de James Tobin, prix Nobel d'économie en 1981, de taxer les opérations de change afin de dissuader la spéculation, a connu un certain engouement. Aujourd'hui, on se presse au guichet. Le dernier G20 a demandé au FMI de préparer un rapport afin de l'informer « des différents choix nationaux » envisagés quant « à la façon dont le secteur financier pourrait apporter une contribution juste et importante » au rétablissement du secteur bancaire.

En Allemagne, la CDU et le SPD se sont disputé la palme du plus chaud partisan de la taxe Tobin. Au Royaume-Uni, le président de la Financial Services Authority, l'organisme superviseur des banques britanniques, Adair Turner, s'est aussi prononcé en ce sens. Le Premier ministre, George Brown, a affirmé qu'une telle taxe « vaut le coup d'être examinée. ». Même le président de la Commission européenne, l'ultralibéral José Manuel Barroso, a trouvé que « ce serait une excellente idée ». Il y a là de quoi perdre son latin. Sauf à considérer que tout ce beau monde nous la chante d'autant plus volontiers qu'il sait que l'on n'en est pas encore à écrire la partition.

Notre ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, lui, la joue d'ailleurs moderato, il explique que cette taxe ne devrait être que de 0,005 %, rapportant seulement à l'échelle de la planète quelque 20 milliards d'euros. Tobin proposait, lui, qu'elle soit de 0,1 %, voire de 0,25 %.

Cette instrumentalisation de la taxe Tobin devrait nous inciter à réfléchir aux limites mêmes des taxes. N'a-t-on pas trop tendance à croire qu'en mettant un barrage en aval des opérations financières, on va pouvoir les limiter ? En fait, on s'en prend aux marges du système au lieu de l'attaquer en son cœur. Il est plus efficace de réorienter en amont les flux de l'argent que de seulement les contrôler et les taxer.

Comment s'y prendre ? En instaurant un principe de sélectivité, en faisant le tri à la source, par exemple en orientant l'argent des banques vers des financements d'investissements créateurs d'emplois, en imposant d'autres critères d'utilisation des ressources des entreprises, en supprimant les exonérations visant à baisser le coût du travail et en utilisant l'argent ainsi économisé de façon à ce qu'il aide à réduire les coûts en capital et les prélèvements financiers.

Évidemment, c'est plus compliqué parce que cela suppose de donner des pouvoirs nouveaux aux salariés. Sans eux, point de salut, leur concours est indispensable pour réorienter les flux de l'argent.

Bulletin Idées

Sondages

Le sondage LH2-Nouvelobs.com montre qu'une majorité de Français est déçue par le bilan de Nicolas Sarkozy. 58% des personnes interrogées jugent que le bilan de la présidence est "négatif" et 22% le qualifient même de "très négatif". 19% des électeurs qui avaient voté pour Nicolas Sarkozy au 1er tour en 2007 déclarent par ailleurs qu'ils ne lui redonneront pas leur voix s'il se présente à nouveau en 2012.

Selon une enquête de l'Ifop réalisée pour Le Figaro, le monde agricole demeure fidèle au président. 56 % de cet électorat lui fait encore confiance contre 39 % pour la France entière. C'est même la catégorie de la population qui tient le mieux devant les retraités et les artisans et commerçants. «C'est un électorat qui reste fidèle. Mais cette profession est chamboulée par la crise et attend un message», constate Jérôme Fourquet de l'Ifop. Démographiquement, l'agriculture pèse de moins en moins, politiquement aussi, juge Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département opinion de l'IFOP. Le lien s'est peu à peu distendu : au plus haut niveau politique, plus personne n'a une connaissance intime du secteur. Le vote paysan a surtout un très fort impact symbolique, estime M. Fourquet. L'agriculteur, comme l'instituteur, a été la figure emblématique de la IIIe République. Ils sont les dépositaires de cette mémoire collective. Mais l'écart est de plus en plus grand entre cette image symbolique et la réalité. "

Le baromètre BVA/L'Express montre que N. Sarkozy décroche dans l'opinion. Sa courbe fond de 5 points: 42 % des Français portent sur lui un jugement favorable; 54 %, un regard critique. A mi-mandat, 50 % estiment qu'il remplit mal sa fonction.

La semaine politique

Celle-ci a été marquée par le discours de Sarkozy sur l'agriculture et le lien avec la défense de la terre. Une polémique sur l'identité nationale s'en est suivie. De Villepin, en marge du procès Clearstream a appelé à fédérer autour de lui l'opposition à Sarkozy. Le procès de l'Angolagate a condamné C.Pasqua à un an de prison ferme. Celui-ci exige la levée du secret-défense. La préparation des élections régionales, avec les prises de position des partis, est marquée sous le sceau de la recomposition politique. La droite se déchire sur la réforme de la taxe professionnelle. Certains parlent du retour de deux droites. Le sommet européen avait comme ordre du jour la préparation du sommet sur le climat et le traité de Lisbonne, cela sur fond de discussions pour désigner le nouveau président de l'Union. A la suite de l'installation du nouveau gouvernement de droite allemand, A. Merkel a rencontré N. Sarkozy pour lui présenter son programme économique et préparer le sommet européen.

Le débat sur l'identité nationale

Le sondage BVA/Canal+ à l'égard du débat sur l'identité nationale montre que plus les répondants sont âgés, plus ils adhèrent à cette idée d'Eric Besson: les 50 ans et plus sont 59% à estimer que le débat est important contre 53% des 15-24ans. Cette idée de débattre des valeurs de la nation française offre le double avantage de diviser les sympathisants de gauche (majoritairement hostiles à 57% contre 43%), tout en remobilisant ceux de droite (73% contre 27% y sont favorables). Mesure emblématique proposée par Eric Besson, l'obligation pour les jeunes Français de chanter la Marseillaise une fois par an, ne fait pas lever les foules. Seuls 23% des Français sont favorables à cette mesure. A l'opposé, le contrat d'intégration qui demanderait aux immigrants d'améliorer leur pratique du français et leurs connaissances des valeurs de la République recueille un beau succès. 62% des Français y sont favorables. Les Français estiment toutefois que la démarche d'Eric Besson relève plus d'un calcul électoral que d'une volonté légitime d'honorer une promesse électorale de Nicolas Sarkozy. Ils sont ainsi 64% à estimer que l'objectif principal poursuivi par le gouvernement est de mobiliser les électeurs de droite en vue des élections régionales.

Un sondage Ifop/Ouest France a posé deux questions: Etes-vous favorable ou opposé à l'apprentissage de la Marseillaise à l'école ? Favorable : 77% Opposé : 22% NSP : 1%

Personnellement, vous sentez-vous fier d'être Français ? Oui, très : 46%; Oui, assez : 43%; Pas vraiment : 9%; Pas du tout : 2%.

« La violence des réactions, à gauche, fait finalement le jeu de Nicolas Sarkozy », commente Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département opinion de l'Ifop. « En étant si virulents, ils accèdent à l'idée aux yeux de l'électorat de droite que le chef de l'État mène la politique pour laquelle son camp l'a élu. » Mais ces signaux, symboles de la ligne dure du gouvernement, suffiront-ils à réconcilier Sarkozy et l'électorat de droite ? Pas sûr. « Nous sommes aujourd'hui dans un contexte dépassionné sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité », note Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique-opinion de CSA. « La première angoisse des Français, aujourd'hui, c'est la crise, le chômage, le pouvoir d'achat, la fiscalité. Ce sont les thèmes qui structurent la popularité de l'exécutif », ajoute Fourquet. « La taxe carbone n'est toujours pas digérée, c'est elle qui a valu au président son tassement violent dans l'opinion. Elle est perçue comme inégalitaire et personne ne croit à sa compensation. Dans le même temps, la taxe professionnelle est supprimée et on fait le cadeau de la TVA à 5,5 % aux restaurateurs, alors que la nouvelle inquiétude des Français, c'est la dette. Ils craignent d'avoir à régler la note. » Bref, la vieille ficelle "sécurité et immigration" pourrait, cette fois, se montrer inefficace pour regagner la faveur de l'opinion.

Sophie Ghérardi (La Tribune 29/10) relève que l'opération élyséenne est réussie. La gauche, elle, apparaît comme indifférente à l'idée de nation, dont on sait qu'elle rassure et cimente en particulier les classes populaires. Celles qui regardent le journal télévisé et qui n'auront retenu qu'une formule et une opposition binaire : le président aime la nation, l'opposition ne l'aime pas. Sauf qu'à force de compter sur les mêmes mécanismes, on commet des erreurs. Le pays ne se sent pas en campagne électorale. Les gens s'inquiètent pour leur emploi et l'avenir de leurs enfants : à se voir resservir de l'identité nationale réchauffée, ils vont trouver qu'on se paie leur tête.

Dans une tribune à Libération, Mathieu Potte-Bonneville (philosophe) rappelle qu'être français, c'est hériter d'une tradition d'accueil, d'hospitalité et d'ouverture, tradition à l'évidence incompatible avec la politique d'immigration actuellement menée ; c'est se reconnaître dans une citoyenneté définie non par l'origine géographique ou culturelle, mais par la défense et la promotion commune des droits humains partout où ceux-ci sont niés - conception de la citoyenneté inconciliable, tant avec les dérives xénophobes dont a fait régulièrement preuve le précédent ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, qu'avec son action et celle de son successeur. Etre français, c'est être en tout point opposé à l'horizon de fermeture, de surveillance, de délation réciproque et de contrainte par corps,

d'opportunisme et de xénophobie aujourd'hui symbolisés par l'existence d'un ministère de l'Immigration, et incarné par Eric Besson avec un dévouement dans la duplicité qui ne laisse pas d'impressionner.

Le Front national saute sur l'occasion. Marine Le Pen est convaincue que Sarkozy engage une offensive médiatique de grand style pour conserver les électeurs frontistes qu'il avait séduits en 2007 et qui semblent aujourd'hui se détacher de lui. Marine Le Pen a présenté son parti comme «la seule opposition» à la conception de l'identité nationale prônée par le gouvernement. Elle prône une large participation des Français au moyen de «cahiers de doléances» accessibles dans «les mairies, les postes, les hôpitaux».

L'Institut Montaigne, présidé par Claude Bébéar et dirigé par François Rachline, a décidé de lancer un grand débat sur la question « Qu'est-ce qu'être français ». Ce débat sera ouvert au public le 4 décembre à L'École militaire de Paris, et clos par Nicolas Sarkozy. Le 17 novembre paraîtra aux Éditions Hermann un ouvrage collectif où figurera des textes de dix-huit personnalités. Cette présence de N. Sarkozy n'est pas neutre. J-F. Copé évoquant la seconde partie du quinquennat, avait dit ceci « Cela doit se faire avec une question centrale qui est à mon avis celle de l'identité nationale. Nombreux à droite en appelle à un nouveau corps de doctrine. L'opération en cours n'a-t-elle pas comme objectif que d'accoucher d'un projet politique centré sur la question identitaire ? L'historien Gérard Noiriel a montré que la nation chère à M. Gallo est un concept récent liée au militarisme et à la volonté de revanche contre l'ennemi de l'extérieur. La droite ne veut-elle pas marquée le coup avec l'ennemi de l'intérieur cette fois, comme marqueur de cet amour que chacun est censé porter à son pays ?

Majorité

Le Premier ministre était dans le Nord (26/10) pour parler crise et emploi. Selon F. Fillon, l'année 2010 verra la sortie de la crise. Pour autant il ne crois pas qu'il y ait des solutions de gauche et des solutions de droite. Il n'y a, selon lui, qu'une seule solution c'est d'être pragmatique. C'est dans l'épreuve que la force et l'unité de la nation française se sont toujours révélées.

Va-t-on changer le 11 novembre, journée aujourd'hui consacrée à la commémoration de l'armistice de 14-18 en une fête de l'amitié franco-allemande et de l'unification européenne. Pour l'instant, rien n'est changé, mais le projet est dans les cartons. N. Sarkozy pourrait l'annoncer peut-être à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin.

«Le trouble de l'électorat UMP ne date pas de ces derniers jours, selon Jérôme Fourquet, directeur adjoint de l'Ifop. Mais les déçus vont se réfugier ou se cantonner dans l'abstention. C'est un électorat qui n'attend plus rien de personne.»

Les élections régionales

Selon l'enquête OpinionWay/Le Figaro (30/10) sur les intentions de vote aux régionales le Front national réalise la plus forte progression. Avec un score de 9 %, soit 3 points de mieux qu'en septembre, le parti de Jean-Marie Le Pen apparaît comme le principal bénéficiaire des «affaires» qui ont alimenté le débat politique ces dernières semaines. Toutes les composantes de la majorité sont sanctionnées, puisque l'UMP perd deux points à 30 % et que le Nouveau Centre recule d'un point, de 4 % à 3 %. Autre forme d'expression de ce mécontentement : 28 % des personnes interrogées, soit 3 % de plus que le mois dernier, n'expriment pas d'intentions de vote. Le PS progresse de 2 points (19%). Du coup, il creuse l'écart avec les Verts et Europe Écologie, qui passent de 16 % à 15 % des intentions de vote. C'est un motif d'inquiétude supplémentaire pour la majorité, qui comptait sur les divisions à gauche pour compenser au deuxième tour le handicap constitué par l'absence de réserve de voix à droite. Le rapport gauche-droite s'établit à 42 % contre 33 %, alors qu'il était de 43 % contre 36 % le mois dernier. Le Front de gauche, qui rassemble le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, tombe de 8 % à 6 % des intentions de vote. Le MoDem passe, lui, de 7 % à 6 % des intentions de vote. Une dernière donnée confirme l'impact des affaires : 47 % des personnes interrogées, soit 5 % de plus qu'en septembre, disent qu'elles se détermineront en fonction d'enjeux nationaux, contre 52 % qui affirment toujours privilégier dans leur vote les enjeux spécifiques à leur région.

FN

Au sein de l'UMP, quelques députés issus de régions où le FN était traditionnellement fort crient au loup et pronostiquent le retour de la formation lepéniste dans les urnes. La politique d'ouverture désoriente ses électeurs. Mais le parti d'extrême droite ne part pas à la bataille dans les meilleures conditions possibles. Le manque de ressources financières se cumule à un manque de ressources militantes. Directeur général adjoint de BVA, Gaël Sliman ne croit pas à un retour en grâce du FN. «Depuis le début de l'année 2009, le nombre de gens revendiquant une proximité partisane avec le FN est tombé à 3,5%. » Louis Aliot, secrétaire général du parti, ne cache pas ses

interrogations. « Nous sommes dans un contexte favorable, mais est-ce que le FN aura reconstitué son capital de confiance et de crédibilité dans l'électorat frontiste ? ».

Les Verts

Ce mardi, Daniel Cohn-Bendit a envoyé un courriel agacé aux dirigeants des Verts. « Certains Verts », écrivait "Dany" dans ce courriel, tentent « de redéfinir Europe-Écologie à leur manière : oui à l'ouverture, mais gérée, encadrée et limitée par nous les Verts. » Sur le fond, « rien ne sépare notre ligne de celle de « Dany » pour ces régionales », assure Jean-Vincent Placé, « et l'ouverture fonctionne, puisque nous allons présenter des personnalités comme l'ex-PS Éric Loiselet, la magistrate Laurence Vichnievsky ou le chercheur Philippe Meirieu ». Le problème est que Daniel Cohn-Bendit souhaiterait qu'Europe-Écologie s'ouvre jusqu'au MoDem, ce qui passe mal chez les Verts. « La question est tranchée pour ces régionales, y compris avec Daniel Cohn-Bendit », dit Jean-Vincent Placé. Jean-Louis Roumégas, rappelle la stratégie d'alliance : « Nous partons seuls au premier tour, et pour le second, nous donnerons la priorité à un rassemblement des forces de gauche, qui pourra s'élargir jusqu'au MoDem sur la base d'un projet. » Ce dernier ne s'inquiète pas de l'effet de ce message de Cohn-Bendit pour l'image du rassemblement : « Dany joue son rôle. Il est le père, le garant de notre rassemblement, qui sera encore plus large qu'aux européennes ». C. Lepage croit en un rassemblement entre démocrates et écologistes. « Une société du développement durable en cohérence avec le projet démocrate serait une vraie alternative au projet néoconservateur de N. Sarkozy ».

PS

P. Moscovici prépare une convention pour un nouveau modèle économique au printemps 2010. C. Paul et son laboratoire des idées commencent à publier leurs premières notes. A. Montebourg réunit régulièrement la commission de la rénovation. Les regards sont tournés vers les régionales, certains prônent la pression unitaire de l'électorat de gauche. Pour ce faire, ils veulent en finir avec les querelles internes, retrouver la confiance de l'ex-gauche plurielle et clarifier la relation avec le MoDem.

L'enquête social Cegos

Dans l'actuel contexte de crise, les salariés sont prêts à faire des compromis, mais ils pourraient, lorsque l'activité repartira, se radicaliser s'ils ne perçoivent pas la juste rétribution de l'effort consenti. (voir aussi la note de conjoncture d'Entreprise & Personnel). Voilà les deux principales conclusions de l'enquête annuelle de climat social de la Cegos dans les entreprises, publiée le 22 octobre. Malgré la crise, 68 % des salariés se déclarent globalement satisfaits de leur travail. Dans les mêmes proportions qu'en 2008, ils se déclarent impliqués (77 %) et motivés (61 %). Au final, une petite majorité (53 %) est satisfaite de sa situation professionnelle. Toutefois, la perception du climat social de l'entreprise reste médiocre : seuls 45 % des salariés le trouvent bon, et 25 % l'estiment carrément mauvais. Les auteurs de l'étude expliquent ce décalage d'abord par la faible confiance des salariés en l'avenir : 53 % ont confiance en l'avenir de leur entreprise (stable par rapport à 2008) ; 26 % ont un avis partagé sur cette question ; et 19 % n'ont pas confiance. D'ailleurs, 34 % craignent un plan social dans les mois à venir. En outre, 29 % des salariés craignent le chômage partiel, et 64 %, un blocage des rémunérations en 2010. De fait, le deuxième point noir concerne les salaires. Seuls 39 % sont satisfaits du système de rémunération global de leur entreprise. La troisième source de détérioration du climat social est la charge de travail : un tiers des salariés trouvent que l'effectif de leur service est inadapté à la charge de travail, et 24 % sont partagés. Outre ce désengagement, la plus grande source d'inquiétude pour les DRH pourrait être que 66 % des salariés comprennent les "actions extrêmes" des travailleurs de Molex, Caterpillar ou New Fabris, et que 31 % pensent qu'elles seraient possibles dans leur entreprise.

Travail

Norbert Alter, spécialiste du management, estime dans Le Monde (27/10) que depuis une vingtaine d'années, les changements techniques, organisationnels, stratégiques et même spatiaux ont été non seulement acceptés mais "appropriés" par les salariés : ils ont su donner sens à des décisions urgentes, complexes et souvent contradictoires. Ils ont su se reconverter, se déplacer, se mobiliser autrement. C'est cet engagement collectif qui a permis la modernisation des entreprises. Aujourd'hui, les salariés demandent une pause dans ce qu'il faut nommer le "mouvement", ce flot de changements tous azimuts qui fait que règles, missions, responsabilités et critères d'évaluation ne sont plus jamais clairs. Les salariés inventent des systèmes d'échange, entre eux, aussi puissamment fédérateurs et régulateurs que la pratique du don et du contre-don l'était dans les civilisations primitives. Ils parviennent à faire circuler, sous forme de réseaux informels, des informations, des savoir-être, des réputations, du temps, des outils, des alliances. Ces échanges permettent de produire la "compétence collective". Dans ces

réseaux se nichent des formes d'accès à l'identité infiniment plus structurantes psychologiquement que les outils de gestion froids et dogmatiques. on ne compte pas ce qu'on donne aux autres parce que s'associer à la réalisation d'un projet permet d'accéder au sens et d'éprouver le plaisir de l' " être ensemble ". L'heure n'est plus à convaincre de la nécessité de " faire des efforts ", mais d'amener les dirigeants à coopérer avec leurs salariés, dont ils ignorent fondamentalement la valeur : l'engagement collectif.

Jeunesse

Selon l'indice de confiance des jeunes Phosphore/La Croix, les 15-25 ans adoptent des stratégies d'adaptation face à un monde qui ne tourne pas rond. 86 % considèrent que le monde va mal ou du moins pas tellement bien. Et ils sont 73 % à estimer que son état ne va pas s'améliorer, voire se dégrader. Les jeunes refusent de baisser les bras. 88 % déclarent qu'il faut changer les choses, non sur le mode de la transformation radicale mais plus pragmatique de l'adaptation. 79% des personnes interrogées pensent pouvoir s'en sortir. Ce qui ne signifie pas pour autant que la jeunesse actuelle soit rongée par l'individualisme. Ils se méfient des institutions (68 %ne font pas confiance à l'Etat), autant que des leaders d'opinion: 87 % ne font pas confiance aux hommes politiques.

Le moral des riches remontent

Le baromètre Barclays/Les Echos indique que 51% des personnes interrogés ont plutôt confiance dans l'avenir. Cette confiance s'appuie essentiellement sur la valorisation du modèle social. Ils sont 71% à estimer que « le système de protection sociale français permet d'atténuer les effets de la crise », soit davantage que l'ensemble des Français (67 %). Pour autant, si les plus fortunés reconnaissent la résistance du modèle français, ils n'en voient pas moins la situation financière de leur foyer se dégrader.

994 milliards de dollars (676 milliards d'euros). C'est le montant des liquidités amassées au 2e trimestre par les 500 plus importantes sociétés américaines non-financières, comprenant les investissements de court terme. Ce qui représente 9,8 % de leurs actifs et le record enregistré ces quarante dernières années, rapporte lundi le Wall Street Journal. Il y a un an, avant que n'éclate la crise financière, ce montant était de 846 mds de dollars (575 mds d'euros), soit 7,9 % de leurs actifs. "Tout le monde accumule de l'argent", explique Carsten Stendevad, un responsable de la banque Citigroup. La thésaurisation implique que les compagnies dépensent et investissent moins, plombant la croissance économique. Mais cela leur laisse une plus grande marge de manœuvre pour se développer en cas de reprise et leur laisse le champ libre pour faire de nouvelles acquisitions.

Une revue

Pouvoirs : L'état des libertés. La France est une démocratie et les libertés n'y seraient donc pas en danger. Pourtant la réglementation des libertés publiques se multiplie, en droit pénal comme en droit des étrangers. D'autre part, les comportements individuels sont sans cesse davantage encadrés, tant par de nouvelles normes ou censures que par le socialement correct. Ce numéro de Pouvoirs fait le point sur ces évolutions : quel est le véritable état des libertés en France aujourd'hui ? Guy Carcassonne dans son article d'ouverture prévient « La protection des libertés a, dans les décennies récentes, connu en droit des progrès inespérés. Pourtant, loin d'être plus libres, nous le serions plutôt moins, toutes sortes de considérations amenant, sans que nul ne s'en émeuve, à multiplier les interdits, à peu près partout. La liberté, qu'aucune barrière ne protège plus, ne mobilise plus assez de défenseurs. »